



Sections du Bas-Rhin

CSAL du 15 janvier 2024 Déclaration de Boycott

Monsieur le Président,

D'une année à l'autre, et malgré les bons vœux filmés du Directeur général et de vous-même, rien ne change lors du 1^{er} CSAL : des suppressions d'emplois, encore des suppressions d'emplois, toujours des suppressions d'emplois !!

Certes, nous avons été priés de nous réjouir car, il y en a eu moins que prévu. On nous a même laissé entendre que des emplois non supprimés, c'était des emplois créés. Bien tenté, mais ça ne prend pas. Moins, c'est toujours trop.

Car les conséquences des plans sociaux successifs à la DGFIP restent identiques :

- Les catégories B et C continuent de supporter la très large majorité des suppressions ;
- La politique de relocalisation en cours est bien éloignée des vertueuses intentions affichées et de l'intérêt des services locaux. Au-delà des effets de manche, les "relocalisations" ne sont que des emplois déplacés ;
- Les emplois transférés de l'extérieur ne sont que partiellement pourvus ;
- Les services sont exsangues ; Les personnels sont fatigués et dégoûtés par l'accumulation des réformes mortifères à la DGFIP ;
- L'engagement et la conscience professionnelle s'émeussent et ne suffisent plus à compenser le manque d'effectifs dans les services ;
- Les agents souffrent dans leur travail. Mais force est de constater que c'est le cadet de vos soucis

Au niveau local, aucune amélioration concrète des conditions de travail, malgré les alertes qui se multiplient.

Au niveau supérieur, ce n'est guère mieux: toujours rien en termes de reconnaissance. L'Intersyndicale 67 relaie l'exigence des organisations syndicales nationales représentatives,

à savoir l'ouverture de véritables négociations aboutissant à des revalorisations indiciaires et indemnitaires, ainsi qu'à l'augmentation des volumes de promotion pour tous.

Par le boycott commun de ce CSAL de suppressions d'emplois, l'Intersyndicale 67 vous signifie le rejet de cette politique de réduction à marche forcée des moyens de notre Service Public et du mépris affiché pour les fonctionnaires en général, et pour les agents de la DGFIP en particulier.